



# Vivre

lundi 18 mars 2019, par [Bariaud](#)

## RETRAITÉ·ES, CONTINUITÉ DE LA VIE SYNDICALE

### VIVRE

Le taux de pauvreté sur le long terme a sensiblement décliné entre 1970 et 1990.

Le taux de pauvreté, en 1977, était de 12 %. En 1990, il n'était plus que de 6,6 %. Mais les années 2000/2010 constituent un tournant de notre histoire sociale, note l'Observatoire des inégalités.

Le dernier baromètre du Secours Populaire a donné la parole aux Français·es sur la façon dont ils·elles vivent et perçoivent la pauvreté à travers leur expérience. Concernant les problèmes liés à l'alimentation, plus de 80 % des sondé·es disent avoir du mal pour s'alimenter, 21 % pour se procurer une alimentation saine, faire 3 repas par jour. Nous sommes loin du discours sur les bienfaits des fruits et des légumes !

Les sondé·es évoquent également -et souvent- des difficultés pour payer « à temps », pour prendre une semaine de vacances... A noter également qu'ils·elles sont plus de 80 % à penser que leurs enfants seront plus vulnérables face à la pauvreté que leur propre génération.

L'espoir de s'en sortir par l'ascension sociale est mince en France ! Une étude récente de l'OCDE montre qu'il faudra 6 générations pour que les descendant·es d'une famille en bas de l'échelle des revenus (les 10 % les plus bas) se hissent au niveau du revenu moyen, soit 180 années !

En outre, les pauvres vivent moins longtemps (6,4 années d'espérance de vie en moins pour un·e ouvrier·e). Ce ne sont là que quelques aspects des difficultés auxquelles se heurtent une grande partie de nos concitoyen·nes.

Notons également que ces citoyen·es vivent « en dehors » de la vie politique et sociale. La plupart ne se retrouve ni dans les syndicats, ni dans les partis politiques. Il se taisent, s'isolent, subissent.

Et que dire de l'augmentation incessante du nombre de SDF ? Entre 2001 et 2013, le nombre de personnes sans domicile fixe a augmenté de 50 % selon le rapport annuel de la Fondation Abbé Pierre. Ce rapport note également un record d'expulsions locatives. Plus de quatre millions de personnes sont mal logées, c'est-à-dire qu'elles sont soit privées de logement personnel soit vivent dans des conditions de logement très difficiles et plus de 12 millions sont « fragilisés par rapport au logement » (locataires en situations d'impayés, propriétaires occupant un logement dans une copropriété en difficulté, etc.).

Ah, dans ce contexte, les mobilisations de citoyen·nes (gilets jaunes) de ces dernières semaines nous bouleversent, bouleversent les pouvoirs publics, nous interrogent, nous stimulent. Certes, il a été parfois difficile de se rencontrer, de discuter, d'organiser, mais de larges progrès ont été réalisés et, dans de nombreuses régions, des militantes CGT et de partis politiques de gauche ont fini par se trouver et débattent ensemble. Autres éléments positifs et porteurs d'espoir : des convergences se construisent, tant sur le plan revendicatif qu'organisationnel.

A Commercy, le 27 janvier dernier, une assemblée de 75 délégations de gilets jaunes de toute la France a lancé un appel qui exige, entre autres, « l'augmentation immédiate des allocations, des minima sociaux, des allocations et des pensions, le droit inconditionnel au logement et à la santé et à l'éducation, des services publics gratuits et pour tous, l'abolition de la misère sous toutes ses formes, la renouveau des institutions, la transition écologique (énergie, politique, politiques industrielles...) légale et la prise en compte de toutes et tous quelle que soit sa nationalité (personnes en situation de handicap, égalité hommes-femmes, fin de l'abandon des quartiers populaires, du monde rural et des outre-mer) ».

Ces revendications sont nécessaires.

Des convergences doivent se construire -voire, pour certaines, se sont déjà construites- et c'est tant mieux. Elles sont indispensables pour faire reculer ce pouvoir qui ne gouverne que pour les riches, au service du capitalisme mondialiste en détruisant tous les acquis sociaux (retraite, santé, salaires, services publics, sécurité sociale...).

Pierre Gossard - Paul Gouin



21

Julien N. / Observatoire des Inégalités

Le taux de pauvreté sur le long terme a sensiblement décliné entre 1970 et 1990.

Le taux de pauvreté, en 1977, était de 12 %. En 1990, il n'était plus que de 6,6 %. Mais les années 2000/2010 constituent un tournant de notre histoire sociale, note l'Observatoire des inégalités.

Le dernier baromètre du Secours Populaire a donné la parole aux Français·es sur la façon dont ils·elles vivent et perçoivent la pauvreté à travers leur expérience. Concernant les problèmes liés à l'alimentation, plus de 80 % des sondé·es disent avoir du mal pour s'alimenter, 21 % pour se procurer une alimentation saine, faire 3 repas par jour. Nous sommes loin du discours sur les bienfaits des fruits et des légumes !

Les sondé·es évoquent également -et souvent- des difficultés pour payer

« à temps », pour prendre une semaine de vacances... A noter également qu'ils·elles sont plus de 80 % à penser que leurs enfants seront plus vulnérables face à la pauvreté que leur propre génération.

L'espoir de s'en sortir par l'ascension sociale est mince en France ! Une étude récente de l'OCDE montre qu'il faudra 6 générations pour que les descendant·es d'une famille en bas de l'échelle des revenus (les 10 % les plus bas) se hissent au niveau du revenu moyen, soit 180 années !

En outre, les pauvres vivent moins longtemps (6,4 années d'espérance de vie en moins pour un·e ouvrier·e). Ce ne sont là que quelques aspects des difficultés auxquelles se heurtent une grande partie de nos concitoyen·nes.

Notons également que ces citoyen·es vivent « en dehors » de la vie politique et sociale. La plupart ne se

retrouve ni dans les syndicats, ni dans les partis politiques. Il se taisent, s'isolent, subissent. Et que dire de l'augmentation incessante du nombre de SDF ? Entre 2001 et 2012, le nombre de personnes sans domicile fixe a augmenté de 50 % selon le rapport annuel de la fondation Abbé Pierre. Ce rapport note également un record d'expulsions locatives. Près de quatre millions de personnes sont mal logées, (c'est-à-dire qu'elles sont soit privées de logement personnel soit vivent dans des conditions de logement très difficiles) et plus de 12 millions sont « fragilisées par rapport au logement » (locataires en situations d'impayés, propriétaires occupant un logement dans une copropriété en difficulté, etc.).

Alors, dans ce contexte, les mobilisations de citoyen·nes (gilets jaunes) de ces dernières semaines nous bousculent, bousculent les pouvoirs publics, nous interrogent, nous stimulent. Certes, il a été parfois difficile de se rencontrer, de discuter, d'organiser, mais de larges progrès ont été réalisés et, dans de nombreuses régions, des militant·es CGT et de partis politiques de gauche ont fini par se trouver et défilent ensemble.

Autres éléments positifs et porteurs d'espoir : des convergences se construisent, tant sur le plan revendicatif qu'organisationnel.

A Commercy, le 27 janvier dernier, une assemblée de 75 délégations de gilets jaunes de toute la France a lancé un appel qui exige, entre autres,

« l'augmentation immédiate des salaires, des minima sociaux, des allocations et des pensions, le droit inconditionnel au logement et à la santé, à l'éducation, des services publics gratuits et pour tous, l'éradication de la misère sous toutes ses formes, la transformation des institutions, la transition écologique (précarité énergétique, pollutions industrielles...), l'égalité et la prise en compte de toutes et tous quelle que soit sa nationalité (personnes en situation de handicap, égalité hommes-femmes, fin de l'abandon des quartiers populaires, du monde rural et des outre-mers) »...

Ces revendications sont nôtres.

Des convergences doivent se construire -voire, pour certaines, se sont déjà construites- et c'est tant mieux. Elles sont indispensables pour faire reculer ce pouvoir qui ne gouverne que pour les riches, au service du capitalisme mondialisé en détruisant tous les acquis sociaux (retraite, santé, salaires, services publics, sécurité sociale...).